

4 avril : Journée internationale de sensibilisation au problème des mines antipersonnel

Recrudescence des armes illicites dans le monde

Paris, le 1^{er} avril 2016. Syrie, Yémen, Afghanistan, mais aussi Colombie, Birmanie ou encore Tunisie : l'emploi d'armes explosives interdites a significativement augmenté entre 2014 et 2015, dans l'indifférence quasi générale. A l'occasion de la journée annuelle contre les mines antipersonnel, Handicap International rappelle que ces armes font 80% de victimes civiles dans le monde, dont un tiers sont des enfants. Ces pratiques doivent être dénoncées avec force par la communauté internationale.

Regain d'utilisation des mines et bombes à sous-munitions

Pourtant interdites par le droit international, l'utilisation d'armes explosives, telles que les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions, n'a cessé d'augmenter depuis 2014.

- Le dernier rapport de l'Observatoire des mines, publié en novembre 2015, met en lumière la « *recrudescence significative* » et inquiétante de l'utilisation des mines et des engins explosifs artisanaux. 10 pays sont concernés : l'Afghanistan, la Syrie, le Yémen, l'Ukraine, l'Irak, la Colombie, la Libye, le Myanmar (Birmanie), le Pakistan, la Tunisie. Il s'agit du nombre de pays affectés le plus important depuis 2006.
- Utilisées dans 5 pays entre juillet 2014 et juillet 2015 - Libye, Syrie, Soudan, Ukraine et Yémen – les bombes à sous-munitions n'ont jamais été autant employées depuis l'entrée en vigueur du Traité d'Oslo interdisant ces armes en 2010. Depuis l'été dernier, elles sont utilisées de façon régulière au Yémen et en Syrie.

Protéger les civils face à la violence armée

Selon le rapport 2015 de l'Observatoire des mines, **3 678 personnes ont été tuées ou blessées** par des mines antipersonnel ou des restes explosifs de guerre¹ en 2014, soit **une hausse de 12 % par rapport à 2013**. Une augmentation significative alors que la tendance est à la baisse depuis la mise en œuvre du Traité d'Ottawa en 1999. Les populations sont les premières victimes de ces armes illégales qui tuent et mutilent aveuglément : **80% des victimes sont des civils et un tiers sont des enfants** qui ne soupçonnent même pas leur existence ! En 2014, ce sont 10 personnes qui sont encore victimes de ces armes chaque jour dans le monde...

« *Le recours répété aux mines et aux bombes à sous-munitions montre une absence totale de considération pour la vie des civils, et dans certains cas, la volonté délibérée de les cibler* » martèle Anne Héry, Directrice du Plaidoyer à Handicap International. « *Les sous-munitions tuent et blessent au moment d'une attaque. Elles laissent également derrière elles des résidus explosifs qui restent actifs longtemps après un combat.* »

Lutter contre la prolifération de ces armes meurtrières

L'ONG Handicap international s'alarme de la recrudescence de ces pratiques, qu'elles soient l'acte d'Etats ou de groupes armés non étatiques. Elle somme la communauté internationale de faire le nécessaire pour stopper immédiatement toute utilisation de mines et de sous-munitions, ainsi que la vente et le transfert de ces armes.

Engagée contre ces armes depuis 1992, Handicap International intervient dans les quatre secteurs du déminage humanitaire : le déminage, la prévention, l'assistance aux victimes et le plaidoyer dans 43 pays, notamment la Syrie, l'Irak et l'Ukraine. Handicap International a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1997 pour son combat contre les mines.

Plus d'informations : → <http://focus.handicap-international.fr/bombardements-civils/>

→ www.handicap-international.fr

Contact presse :

Sophie Gaguin / 04 26 68 76 47 / 06 60 97 09 38 / sgaguin@handicap-international.fr

Lucie Carpentier / 04 26 68 75 39 / lcarpentier@handicap-international.fr

¹ Le terme « reste explosif de guerre » désigne différents engins non explosés, tels que des grenades, des obus, des roquettes..., qui demeurent actifs et dangereux, même après la fin d'un conflit armé.